

DROIT

MÉTIERS • ÉTUDES • EMPLOI

DÉCRYPTAGE Le droit au quotidien 6

LE DROIT AU QUOTIDIEN
Avoir du droit, c'est un bien précieux. Mais ce n'est pas tout. Il faut aussi savoir l'utiliser, en en faisant bon usage. Le droit intervient à tous les moments de la vie et est présent dans tous les domaines de notre société.

Accompagner dans les grands moments de la vie personnelle

- Mariage et divorce
- Héritage
- Succession
- Protection de vos biens
- Protection de votre famille

Escouter la vie professionnelle

- Droit du travail
- Droit de la consommation
- Droit de la concurrence

Conseiller et défendre les entreprises

- Droit des sociétés
- Droit de la concurrence
- Droit de la consommation

Gérer un service public de qualité

- Droit administratif
- Droit de la fonction publique
- Droit de la justice
- Droit de la santé
- Droit de l'éducation
- Droit de l'énergie
- Droit de l'environnement
- Droit de l'urbanisme
- Droit de la culture
- Droit de la sécurité
- Droit de la justice

MÉTIERS



REPORTAGE

Droit de regard 8



Les métiers en 4 familles 22

ADMINISTRATION

Margot, attachée d'administration	24
Jean-Baptiste, haut fonctionnaire	26
Roxane, inspectrice des douanes	28

BANQUE, ASSURANCE, IMMOBILIER

Alex, administrateur de biens	30
Luna, fiscaliste	32
Pauline, gestionnaire de contrats d'assurance	34
Romain, gestionnaire de copropriété	36

CABINET, OFFICE

Alexandre, avocat d'affaires	38
Lionel, collaborateur de notaire	40
Cristina, commissaire-priseuse	42

ENTREPRISE

Aurore, assistante juridique	44
Ludivine, formaliste	46
Lucie, juriste droit social	48
Nicolas, juriste propriété intellectuelle	50
Mélanie, juriste RGPD	52

Dico des métiers

Administrateur/administratrice de biens	54
Assistant/assistante juridique	54
Attaché/attachée d'administration	55
Attaché territorial/attachée territoriale	55
Avocat/avocate d'affaires	55
Collaborateur/collaboratrice de notaire	56
Commissaire-priseur/commissaire-priseuse	56
Diplomate	56
Directeur/directrice d'hôpital	57
Fiscaliste	57
Formaliste	57
Gestionnaire de contrats d'assurance	58
Gestionnaire de copropriété	58
Inspecteur/inspectrice de l'action sanitaire et sociale	58
Inspecteur/inspectrice des douanes	59
Inspecteur/inspectrice des finances publiques	59
Inspecteur/inspectrice des fraudes	59
Inspecteur/inspectrice du travail	60
Juriste contentieux	60
Juriste droit des affaires <i>corporate</i>	60
Juriste droit des affaires <i>généraliste</i>	61
Juriste droit immobilier	61
Juriste droit social	61
Juriste environnement	62
Juriste international	62
Juriste nouvelles technologies	62
Juriste propriété intellectuelle	63
Juriste RGPD	63
Notaire	63

ÉTUDES



Quelles formations pour quels métiers? ...	66	Parcours d'études	92
5 questions avant de se lancer	68	Vers le CAPA	94
Les BTS	70	Vers l'INFN	95
Les BUT	73	Vers un concours administratif	96
Les licences et masters	75	Vers le master	97
Les IEP	86	Vers l'ENA	98
Les concours administratifs	88		

EMPLOI



Les employeurs du secteur	100
Les conditions de travail	102
Les tendances du recrutement	104
Les compétences attendues	106
Mes débuts comme collaborateur parlementaire	108
Mes débuts dans l'administration	109
Mes débuts dans un cabinet d'avocats	110
Mes débuts dans une société d'assurance	111

GUIDE PRATIQUE

Carnet d'adresses des formations	114
Sites utiles	130
Ressources Onisep	131
Lexique	132
Liste des sigles	134
Index	135



Situation de handicap,
besoin d'aménagements,
retrouvez toutes
les informations
sur le site de l'Onisep :
www.onisep.fr/handicap.

DES REPÈRES

Un code couleur permet de distinguer les familles de métiers.

..... Les mots soulignés sont expliqués dans le lexique p. 132.

Arcom
Le régulateur de la communication
audiovisuelle et numérique

A man in a dark suit and glasses stands on the left, looking towards a woman on the right. The woman is wearing a dark top and blue jeans, looking back at the man. They are in a bright office with large windows in the background showing a cityscape. In the foreground, there is a wooden conference table with microphones.

UNE JOURNÉE À L'ARCOM, À PARIS (75)

DROIT DE REGARD

Photos : Alain Potignon

L'Arcom (Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique) est née en 2022 de la fusion du CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) et de l'Hadopi (Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet). Parmi ses missions: réguler le secteur audiovisuel, garantir le pluralisme, protéger la création et lutter contre le piratage, mais aussi développer un Internet plus sûr en supervisant les plateformes en ligne et les réseaux sociaux. Cette autorité publique indépendante emploie 370 collaborateurs au sein de 10 directions. Un collège de neuf membres, désigné par les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire et par l'Élysée pour le président, statue sur les dossiers en cours et les grands enjeux actuels. Rencontre avec des responsables et des chargés de mission qui, à l'aide du droit, œuvrent pour défendre la liberté de communication et protéger les publics de la manipulation de l'information ou de la haine en ligne.

AVOCAT D'AFFAIRES



Alexandre
Ghanty,

avocat d'affaires
au cabinet
White & Case,
à Paris (75)

« Défendre les intérêts de mes clients dans le droit du numérique. »

Avocat d'affaires au sein du cabinet international White & Case, Alexandre est spécialiste du droit des nouvelles technologies. « Le droit des affaires a plusieurs branches, dont la propriété intellectuelle, elle-même composée du droit de la propriété littéraire et artistique (droit d'auteur, droits voisins) et de la propriété industrielle (marque, brevet, etc.). On y rattache également le droit du numérique. »

Conseil et contentieux. Une des missions principales de cet avocat est le conseil et le contentieux en droit des hébergeurs. « Nous pouvons faire de la revue de contenus, vérifier si certains sont illicites, s'ils peuvent être maintenus ou non sur la plateforme... » Le cabinet est également consulté sur des questions de communication de données personnelles : « Par exemple, est-ce que la plateforme a par exemple le droit de transmettre les données d'un utilisateur en cas d'incitation à la haine ou de harcèlement. S'il y a un contentieux, je peux être amené à plaider devant les tribunaux (judiciaires, de commerce, etc.). »

Une variété de dossiers. Alexandre conseille également des entreprises dans la négociation et la rédaction de contrats informatiques. « Dernièrement, j'ai négocié pour une grande banque un contrat de développement et de mise en place d'un logiciel de gestion de voyage. » Une autre de ses activités consiste à collaborer avec les avocats du département fusions-acquisitions, notamment pour évaluer le portefeuille intellectuel d'une société. « C'est très riche, les dossiers s'enchaînent, et aucun ne se ressemble ! »

Veille législative. Le droit du numérique est en constante évolution. Il a récemment été affecté par le règlement européen sur les services numériques (Digital Services Act). « Le conseil à nos clients sur la mise en place d'une législation particulière est essentiel. Quand des entreprises étrangères veulent s'implanter en France ou en Europe, elles doivent avoir un appui local pour comprendre la situation, les évolutions... Comme notre cabinet est international, on échange beaucoup entre avocats de différents pays pour affiner notre compréhension des enjeux. »

→ Retrouvez son parcours p. 94.



€ Quel salaire ?

Il varie beaucoup selon l'activité, l'expérience et le cabinet. « *Un avocat d'affaires n'est pas salarié, il exerce en libéral dans le cadre d'un contrat de collaboration. Celui-ci prévoit une rémunération (des honoraires) assortie de primes en fonction des objectifs et des heures facturées* », explique Alexandre. Selon l'Apec, un avocat gagne en moyenne 4500 € brut par mois.



Ça recrute ?

Le droit des affaires comprend différentes spécialités : le corporate (droit des sociétés), l'arbitrage international, le droit social, le droit de la concurrence, le droit du numérique... « *Le domaine des technologies de l'information est porteur, tout comme celui lié aux fusions-acquisitions. Les marchés transactionnels et contentieux sont également assez dynamiques en ce moment.* »



Quels débuts ?

Alexandre a commencé sa carrière dans un cabinet d'avocats en même temps qu'il rédigeait sa thèse de doctorat en droit. « *L'avantage est que cela m'a permis de voir si le métier me correspondait.* »

Le métier d'avocat est accessible au terme d'un cursus juridique long combinant cours théoriques et stages pratiques.

Après le bac en 6 ans

- À l'université, les études de droit commencent par la licence (en 3 ans après le bac) et se poursuivent en master (en 2 ans). La 1^{re} année de master validée (2^e année à partir de 2025) permet de se présenter à l'examen d'entrée d'une EDA (école des avocats), très sélectif. Préparation possible via les IEJ (instituts d'études judiciaires).
- Les IEP sont une voie d'accès aux EDA. On s'y forme en 5 ans après le bac ou en 2 ans avec un bac + 3. Sciences Po Paris abrite une école de droit qui offre plusieurs spécialités : carrières judiciaires et juridiques ; droit économique ; droit et finance.
- La formation en EDA dure 18 mois : 6 sont consacrés aux enseignements pratiques, 6 à un projet pédagogique individuel, 6 au stage en cabinet. Un examen final permet d'obtenir le CAPA (certificat d'aptitude à la profession d'avocat), obligatoire pour exercer.

Retrouvez
Les études p. 66,
75, 86, 94.

JURISTE RGPD



Mélanie Cras,

juriste RGPD
à Action contre la faim,
à Montreuil (93)

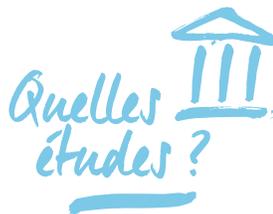
« Veiller à ce que les données soient utilisées conformément aux règles. »

Nom, âge, adresse électronique, historique des recherches, préférences de navigation, cookies... un grand volume de données personnelles est collecté auprès des utilisateurs d'applications mobile, de sites ou de moteurs de recherche. Sachant que la manière dont ces informations sont utilisées soulève des questions de droit (protection des mineurs, rectification et effacement...), l'Union européenne a voté le RGPD (règlement général sur la protection des données). Chargée des questions juridiques liées au numérique pour Action contre la faim, une ONG française, Mélanie, juriste, veille à son application.

Mise en conformité. Qu'il s'agisse du marketing, des ressources humaines ou des achats, les activités de toute structure (entreprise, organisme, association...) impliquent un important traitement de données personnelles. *« Ma mission consiste à veiller à ce qu'elles soient utilisées conformément aux dispositions réglementaires, par exemple dans le cadre d'une campagne Web d'appels à dons, résume la juriste. Mes tâches vont de la rédaction de contrats, de clauses, de procédures de protection à une mission de conseil et de sensibilisation des équipes internes: que peut-on utiliser légalement? Quel contrat prévoir afin de sécuriser un partage d'informations? »*

Données sensibles. Désormais, les citoyens sont plus vigilants quant au respect de leurs données personnelles. *« Nous devons gérer et anticiper les éventuels contentieux. Il peut s'agir d'une violation, comme lorsqu'un partenaire n'a pas respecté ses obligations », souligne Mélanie. Tout utilisateur des réseaux sociaux, d'Internet, de produits numériques peut porter plainte devant la Cnil contre un organisme ou une entreprise ne respectant pas la loi. « Dans le cadre d'une ONG, qui compte de nombreux donateurs, bénévoles, adhérents, salariés, il faut notamment veiller à retirer des fichiers les personnes qui en font la demande. »*

Une vision transversale. Après des débuts comme consultante, Mélanie a eu l'opportunité de bâtir et d'orchestrer le plan de conformité RGPD d'Action contre la faim. *« J'apprécie cette spécialité assez récente, qui me permet de collaborer avec les équipes sur tous les projets en cours. J'ai une vision d'ensemble très intéressante sur nos activités et sur les questions juridiques soulevées. »*



€ Quel salaire ?

En début de carrière, le juriste d'entreprise perçoit une rémunération allant de 3 300 à 4 000 € brut par mois. Avec 5 à 10 années d'expérience, son salaire varie entre 4 580 et 5 800 € brut par mois.

Source : *Étude de rémunérations*, cabinet Michael Page, 2024.



Ça recrute ?

La compétence en RGPD est recherchée par de nombreuses entreprises. Les juristes formés dans cette spécialité ont de réelles opportunités d'embauche.



Quels débuts ?

Titulaire d'un master en droit du numérique, Mélanie a débuté comme consultante en protection des données dans un cabinet de conseil. « Ce domaine m'intéressait beaucoup. J'ai acquis une expérience en gestion de projet qui m'a été très utile dans le cadre de mon poste actuel. »

Le métier est accessible avec une formation juridique de niveau bac+5. Une spécialisation en RGPD est requise.

Après le bac en 5 ans

- À l'université, les études de droit commencent par la licence (en 3 ans après le bac) et se poursuivent en master (en 2 ans). Plusieurs universités proposent des spécialisations en droit du numérique et/ou en protection des données personnelles, les deux domaines étant très souvent associés (par exemple Paris Cité, Strasbourg, Rennes).
- 11 universités délivrent le DJCE (diplôme de juriste conseil en entreprise), apprécié des recruteurs. Accès sur dossier et entretien avec une licence en droit validée (300 places pour 1 500 candidatures).

Retrouvez
les études
p. 75, 85.

DICO DES MÉTIERS

ADMINISTRATEUR/ ADMINISTRATRICE DE BIENS

Sa mission : assurer pour le compte des propriétaires (particuliers ou entreprises) la gérance de biens en location. Il ou elle valide les garanties financières du futur occupant en s'assurant de sa solvabilité, effectue l'état des lieux, rédige le contrat de location (ou bail). Ce professionnel se charge de l'encaissement des loyers et du reversement au propriétaire. Il coordonne l'intervention de techniciens (plombiers, experts en assurance, électriciens...) en cas de sinistre ou de travaux de rénovation. Il assure la médiation avec les locataires en cas de litige (loyer impayé, dégradation du bien...). En l'absence d'accord amiable, il peut engager des poursuites judiciaires.

Formation

De bac+2 à bac+5 : BTS professions immobilières ; BUT carrières juridiques parcours patrimoine et finance ; licence pro métiers de l'immobilier : gestion et administration de biens ; master en droit de l'immobilier.

ASSISTANT/ASSISTANTE JURIDIQUE

Ces professionnels (également appelés «secrétaires juridiques») sont employés par les cabinets d'avocats, les offices notariaux et les services juridiques ou contentieux pour gérer les appels téléphoniques, la prise de rendez-vous, le courrier, mais aussi la constitution et le suivi des dossiers. En entreprise, ils ou elles se chargent de diverses procédures juridiques et rédigent certains actes, en lien avec des questions liées au droit des sociétés et au droit social (notamment les contrats commerciaux ou de travail). Bon relationnel et rigueur exigés.

Formation

Bac+2 ou +3 : BUT carrières juridiques ; DJ secrétariat juridique ; licence pro.

JURISTE DROIT DES AFFAIRES GÉNÉRALISTE

Choisir le régime fiscal le plus favorable, mener à bien un plan social, établir et négocier des contrats... ce juriste est polyvalent ! Ses activités : protéger et défendre les intérêts de sa société, jouer un rôle de conseiller en informant les différents services (ressources humaines, direction financière, direction commerciale...) sur les lois en vigueur. Accompagnant les démarches et les projets en cours, il ou elle s'appuie sur sa parfaite connaissance des réglementations.

Formation

Bac+4 ou +5 en droit : master ou DJCE (diplôme de juriste conseil d'entreprise) avec une spécialisation en droit des sociétés.

JURISTE DROIT IMMOBILIER

Que doit savoir une entreprise commerciale qui souhaite agrandir sa surface de vente ou céder un terrain ? Comment déposer un permis de construire ? Quels sont les recours d'un promoteur en cas de retard sur un chantier de construction ? Spécialiste du droit des biens, ce ou cette juriste a pour mission de défendre les intérêts des entreprises ou des particuliers qu'il ou elle conseille, dans le respect de la législation et des réglementations en vigueur.

Formation

Bac+4 ou +5 en droit : master ou DJCE (diplôme de juriste conseil d'entreprise), avec une spécialisation en droit de l'immobilier et de la construction, en droit de l'urbanisme, etc.

JURISTE DROIT SOCIAL

Élaboration des contrats d'embauche, gestion des procédures de licenciement et des contentieux... ce ou cette spécialiste en droit social maîtrise parfaitement le Code du travail et ses évolutions. Il ou elle est plus spécifiquement responsable des questions de protection sociale et de formation des salariés, et gère les relations avec les délégués syndicaux. En période de crise ou lors de changements importants (réforme des retraites), son rôle est stratégique. Dans les très grands groupes, en cas de délocalisation ou de plan social, il ou elle collabore avec la direction et s'implique dans les négociations avec les partenaires sociaux.

Formation

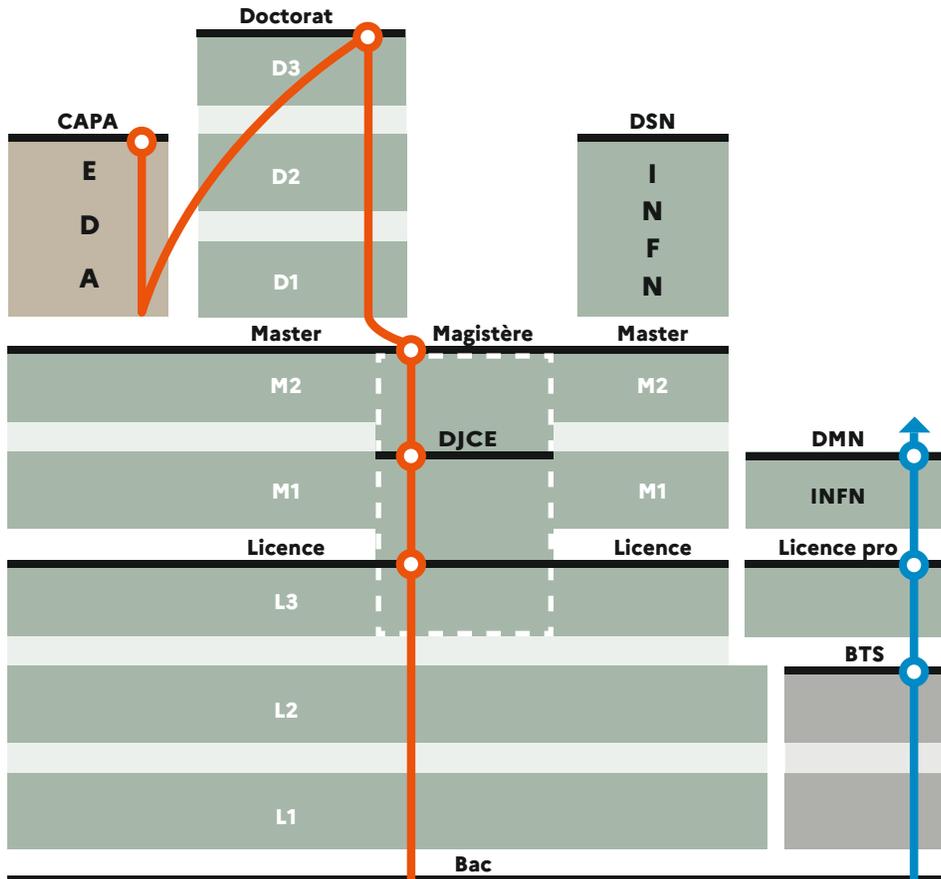
Bac+4 ou +5 en droit : master ou DJCE (diplôme de juriste conseil d'entreprise) avec une spécialisation en droit du travail.



© Jean-Marie Heidegger/Onisep

PARCOURS D'ÉTUDES

À chacun son chemin



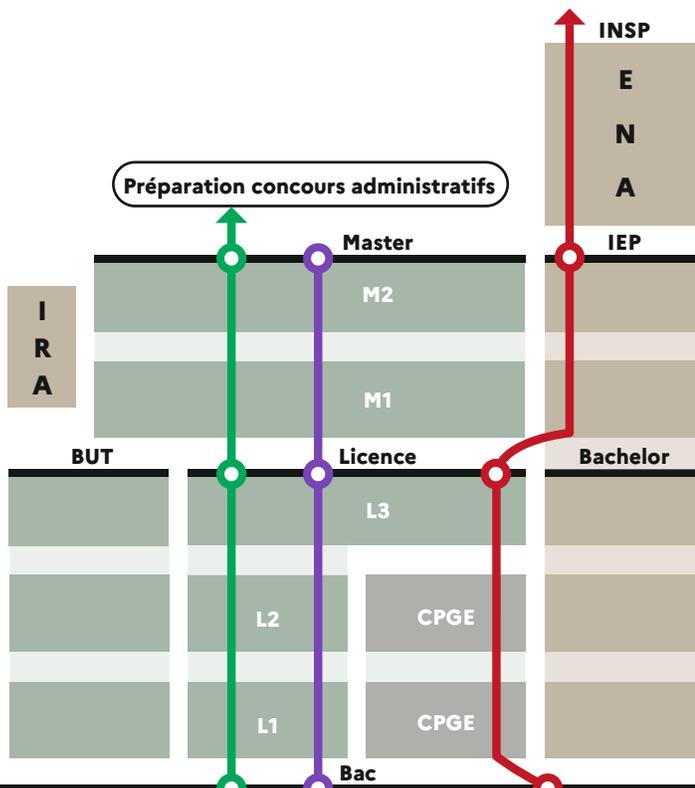
Alexandre,
du bac général au CAPA
→ p. 94



Annaïlle,
du bac STMG au DMN
→ p. 95



Il existe des passerelles entre les filières.



Lexique

- BTS**: brevet de technicien supérieur
- BUT**: bachelor universitaire de technologie
- CAPA**: certificat d'aptitude à la profession d'avocat
- CPGE**: classes préparatoires aux grandes écoles
- DJCE**: diplôme de juriste conseil d'entreprise
- DMN**: diplôme des métiers du notariat
- DSN**: diplôme supérieur du notariat
- EDA**: écoles des avocats
- ENA**: École nationale d'administration
- IEP**: instituts d'études politiques
- INFN**: Institut national des formations notariales
- INSP**: Institut national du service public
- IRA**: institut régional d'administration
- L**: année de licence
- M**: année de master
- D**: année de doctorat

Université | Lycée | École

Diplôme

Carole, du bac général au concours de la territoriale → p. 96



Mélanie, du bac général au master de droit → p. 97



Jean-Baptiste, du bac général à l'ENA → p. 98



MES DÉBUTS COMME COLLABORATEUR PARLEMENTAIRE



*Fabien Charlon,
collaborateur parlementaire au Sénat*

CV

Licence AES, université de Rennes

M1 sciences politiques, Paris Panthéon-Sorbonne

M2 communication politique et sociale, Paris Panthéon-Sorbonne

*Son
conseil !*

« Il est intéressant de faire un stage, même court, au Parlement afin d'en avoir une première approche et d'en comprendre le fonctionnement. »

C'est à l'occasion d'une campagne politique que Fabien a rencontré une sénatrice engagée dans les questions d'éducation. « Elle cherchait un collaborateur parlementaire. Étant moi-même passionné par ce sujet, cela m'intéressait. »

Aux côtés d'élus

Fabien a travaillé à mi-temps, puis à temps plein. « Le poste peut être précaire, car le contrat s'arrête à la fin du mandat de l'élu. Mais c'est passionnant ! » Il existe deux types de collaborateurs : « En "local", ce sont souvent des personnes qui connaissent très bien le territoire. À Paris, il s'agit le plus souvent de profils possédant une formation juridique et en sciences politiques. »

Missions variées

À la manière d'un chef de cabinet, le collaborateur gère l'agenda de l'élu (réunions, délégations, rendez-vous, séances). L'écrit occupe une part importante de l'activité : « Je prépare les interventions de l'élu en séance, je rédige des amendements, toujours sous le contrôle du parlementaire. Je m'occupe aussi de l'organisation d'événements en lien avec les sujets défendus, et des relations presse. Je peux être amené à participer à des réunions quand la sénatrice est retenue. »

Adaptabilité

Pour Fabien, les semaines sont chargées et l'emploi du temps bousculé. « Quand un sujet concernant les engagements de mon élu est dans l'actualité, je ne compte pas mes heures ! » Dernièrement, ce diplômé en sciences politiques a travaillé sur un texte visant à mieux accompagner les élus locaux dans la rénovation énergétique du bâti scolaire. « C'est une activité enrichissante, car on est confronté à des sujets très divers. »

MES DÉBUTS DANS UN SOCIÉTÉ D'ASSURANCE



*Kimberley Henderson,
gestionnaire de sinistres à la Maif*

CV

Licence puis master en droit
CAPA (certificat d'aptitude à la profession d'avocat)

**Son
conseil !**

« Ne pas hésiter à faire des stages durant ses études pour consolider ou, au contraire, infirmer ses choix. Rester ouvert aux opportunités peut aussi s'avérer payant. »

Après un bac général, Kimberley s'inscrit en licence de droit. En master, elle se spécialise en droit pénal international et décroche ensuite un poste de juriste. Elle décide cependant de préparer le CAPA (certificat d'aptitude à la profession d'avocat), « pour être plus compétitive sur le marché du travail », explique la jeune professionnelle.

Stage et déclic secteur

En 2^e année de formation d'avocate, elle découvre le monde de l'assurance lors d'un stage. « Au pôle protection juridique de la Matmut, je répondais aux questions des assurés dans le cadre d'un litige ou d'un contentieux, et je les assistais dans leurs démarches. Je maniais le droit du quotidien. Ce stage m'a plu », confie-t-elle. Forte de cette expérience, Kimberley revoit alors son projet et décide de rester dans l'assurance.

Premier contrat en CDD

Grâce à une connaissance, elle apprend que la Maif veut renforcer ses équipes de juristes, pour épauler les sociétaires lors d'un sinistre. « J'ai postulé, jugeant que j'avais le bon profil », assure-t-elle. Un choix payant : elle est recrutée comme gestionnaire de sinistres en CDD. Son rôle : intervenir, en cas de vol par exemple, pour établir les responsabilités, évaluer le préjudice subi... Son but : indemniser au mieux l'assuré.

Évolution en responsabilités

Kimberley fait ses preuves et est embauchée en CDI. Elle gère aujourd'hui des sinistres importants financièrement ou complexes sur un plan juridique, mobilisant plusieurs tiers. Ce qu'elle préfère dans sa fonction ? « Le contact avec les assurés, qui ont besoin d'être épaulés après un sinistre », précise la juriste.



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

 onisep

DROIT

MÉTIERS • ÉTUDES • EMPLOI

ADMINISTRATION DE BIENS - CABINET D'AVOCATS -
FONCTION PUBLIQUE - SERVICE JURIDIQUE -
OFFICE NOTARIAL - CONSEIL AUX ENTREPRISES

PARCOURS

La collection pour construire son projet

- Une planche explicative du secteur
- Un reportage en entreprise
- Des portraits de professionnels, un dico des métiers
- Les formations décryptées
- Un schéma des études, des parcours d'étudiants
- Les tendances du recrutement
- Les adresses des formations



librairie.onisep.fr

8 €

ISBN 978-2-273-01687-2

Juin 2024